

## **Visite en Irlande**

**du**

**Premier ministre  
Brian Mulroney**

**Du 10 au 13 juillet 1991**

**Cahier de presse**

**Visite en Irlande**

**du**

**Premier ministre  
Brian Mulroney**

**Du 10 au 13 juillet 1991**

43 260 429



Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

*Imprimé sur du  
papier recyclé*



*Printed on  
recycled paper*

## Table des matières

Le Premier ministre (Taoiseach) Charles Haughey	1
Le ministre des Affaires étrangères Gerard Collins	3
Le Premier ministre Brian Mulroney	5
La secrétaire d'État aux Affaires extérieures Barbara McDougall	7
Les relations bilatérales entre le Canada et l'Irlande	9
La politique étrangère de l'Irlande	10
La situation politique de l'Irlande	11
La situation économique de l'Irlande	12
Fiche documentaire sur l'Irlande	13
Graphiques	15

**Le Premier ministre (Taoiseach)  
Charles Haughey**

M. Charles Haughey est né le 16 septembre 1925 à Castlebar, dans le comté de Mayo. Il a étudié le commerce et le droit au Collège universitaire de Dublin et au King's Inns de Dublin.

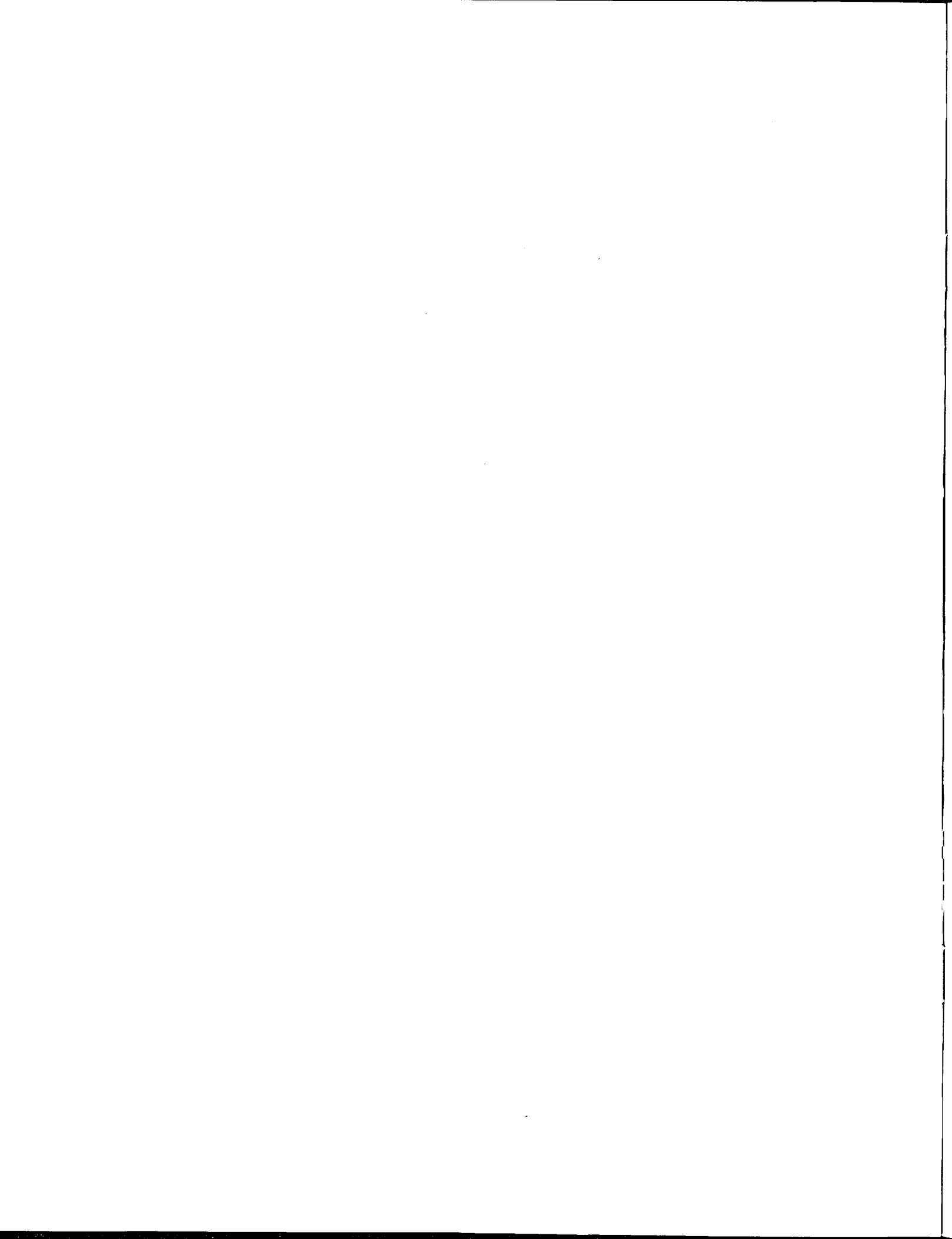
Il a été officier commissionné d'An Foras Cosanta Aitiuil de 1947 à 1957 et membre de la Dublin Corporation de 1953 à 1955.

Élu au Parlement (Dail Eireann) sous la bannière du parti Fianna Fail en 1957, il a été successivement secrétaire parlementaire du ministre de la Justice (1960-1961), ministre de la Justice (1961-1964), ministre de l'Agriculture (1964-1966), ministre des Finances (1966-1970), puis ministre de la Santé et ministre du Bien-être social (1977-1979).

Premier ministre (Taoiseach) de décembre 1979 à juin 1981, il a de nouveau occupé le poste brièvement de mars à décembre 1982 avant d'y être réélu en mars 1987.

M. Haughey est marié et il a trois fils et une fille.





## Le ministre des Affaires étrangères Gerard Collins

M. Gerard Collins est né en octobre 1938 à Abbeyfeale, dans le comté de Limerick. Il a obtenu un baccalauréat ès arts du Collège universitaire de Dublin.

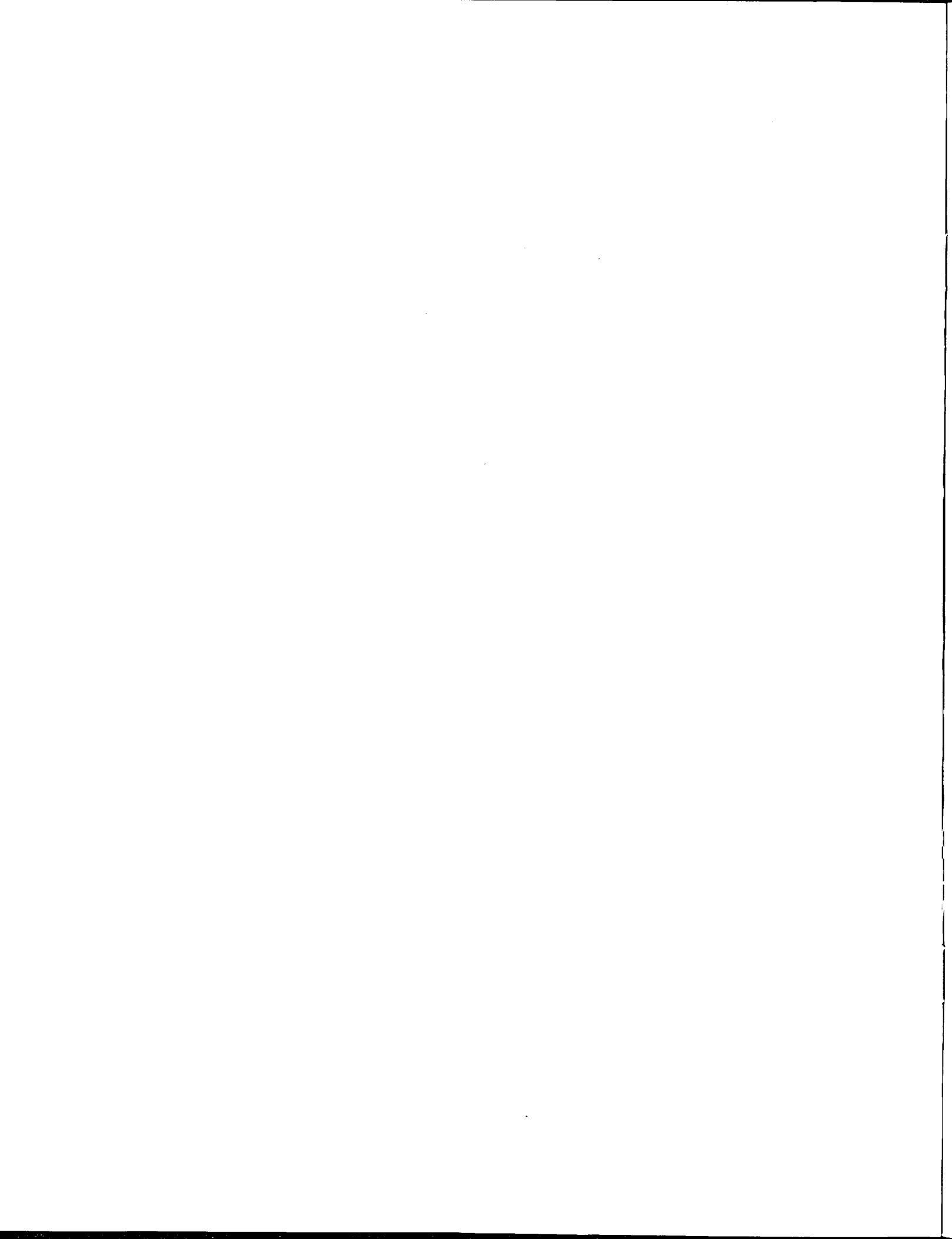
Élu au Parlement en 1967, il a été nommé en 1969 ministre junior de l'Industrie, du Commerce et des régions de langue irlandaise (Gaeltacht) puis ministre des Télécommunications en 1970.

En 1977, il est devenu ministre de la Justice chargé des affaires intérieures, de l'immigration et de l'ordre public. Ministre des Affaires étrangères de mars à décembre 1982, il a repris le portefeuille de la Justice de 1987 à 1989, puis de nouveau celui des Affaires étrangères en juin 1989.

De janvier à juillet 1990, M. Collins a présidé le Conseil des ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne.

M. Collins est marié à Hilary Tattan.







## Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

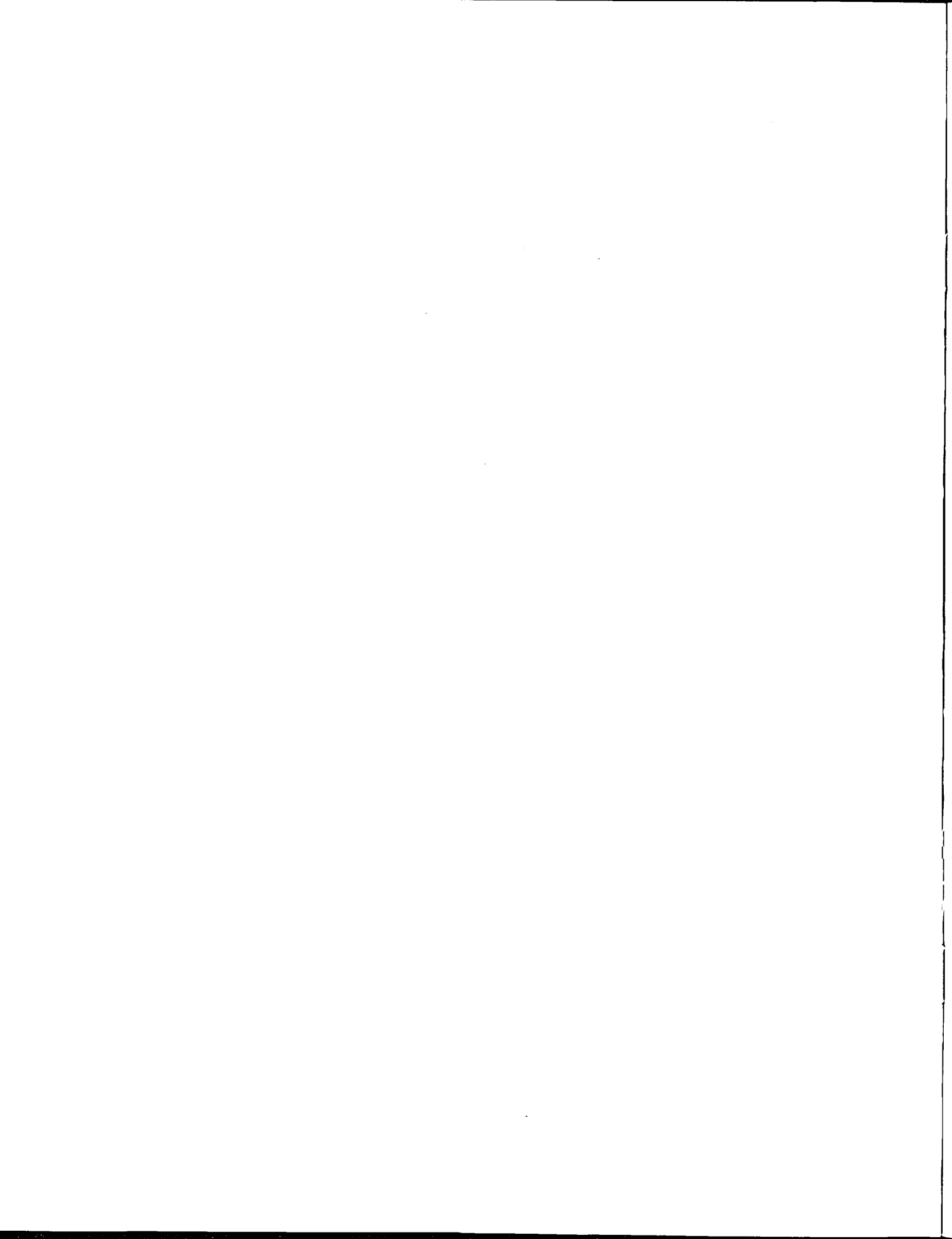
M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.



La secrétaire d'État  
aux Affaires extérieures  
Barbara McDougall

M<sup>me</sup> Barbara McDougall est née à Toronto le 12 novembre 1937. Elle a obtenu, en 1960, un baccalauréat ès arts avec spécialisation en sciences politiques et en économie à l'Université de Toronto et est devenue analyste financière agréée en 1973.

Elle a commencé sa carrière professionnelle dans une banque, en tant qu'analyste économique. Puis elle a été analyste de marchés et chroniqueuse financière dans des revues et à la télévision.

Elle a ensuite exercé pendant dix ans les fonctions d'analyste de placements spécialisée dans les produits forestiers. De 1976 à 1981, M<sup>me</sup> McDougall a été vice-présidente d'une compagnie d'opérations boursières. De 1982 jusqu'à son entrée en 1984 sur la scène politique fédérale, elle a été directrice exécutive du Conseil canadien des analystes financiers.

M<sup>me</sup> McDougall a été élue au Parlement pour la première fois en septembre 1984 dans la circonscription de St. Paul's, de Toronto. Elle a été réélue dans la même circonscription en novembre 1988.

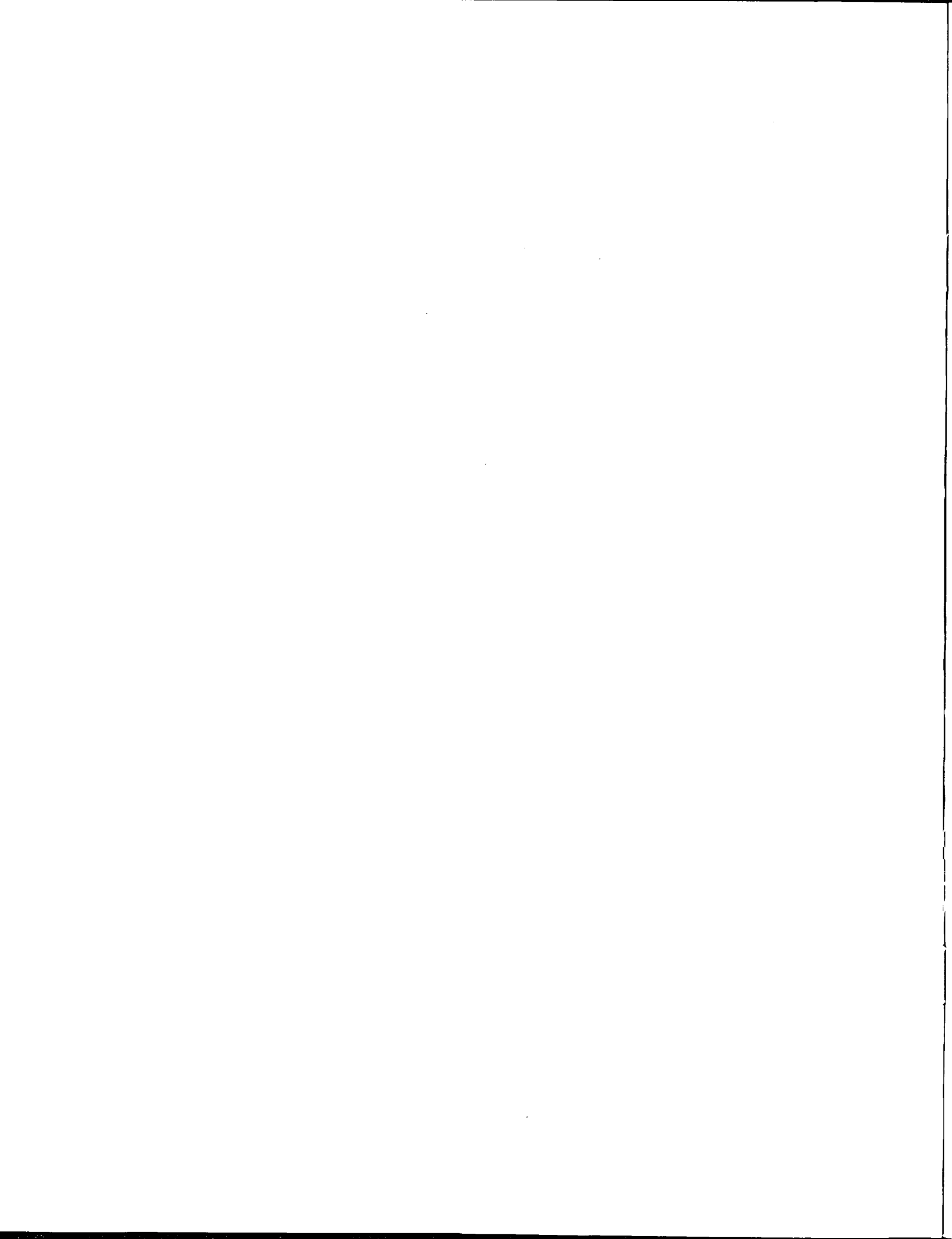
Elle a été nommée ministre d'État aux Finances dès son entrée en politique. De 1986 à 1988, elle détenait simultanément trois portefeuilles : elle était ministre d'État à la Privatisation, ministre responsable de la Condition féminine et ministre responsable des Affaires réglementaires.

M<sup>me</sup> McDougall a été ministre de l'Emploi et de l'Immigration de mars 1988 jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en avril 1991.



Elle préside le Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense, et elle fait partie du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification ainsi que du Comité du Cabinet sur l'unité canadienne et les négociations constitutionnelles.

M<sup>me</sup> McDougall a été présidente de la campagne de souscription de l'Armée du Salut, à Toronto, et elle a siégé au conseil d'administration d'organismes enseignant des connaissances pratiques élémentaires et s'occupant de personnes âgées. Elle a aussi été vice-présidente de la Société Elizabeth Fry de Colombie-Britannique.



## Les relations bilatérales entre le Canada et l'Irlande

Les relations entre le Canada et l'Irlande sont étroites et amicales, principalement en raison du grand nombre d'immigrants irlandais qui se sont établis au Canada. Ils étaient, au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'exception des gens d'origine française, le groupe de Canadiens d'origine européenne le plus nombreux. Il existe à travers le Canada des liens culturels avec l'Irlande.

En raison de son appartenance à la Communauté européenne (CE) et du fait qu'elle est un pays neutre respecté, l'Irlande occupe une place importante dans la politique étrangère du Canada; qui plus est, ses points de vue se rapprochent sensiblement de ceux du Canada sur la plupart des grands dossiers internationaux. Les deux pays ont tous deux servi au maintien de la paix sous le drapeau de l'ONU.

Le Canada a contribué au Fonds international pour l'Irlande, établi dans le cadre de l'Accord anglo-irlandais pour l'Irlande du Nord. L'Irlande est un important allié du Canada dans l'élaboration des relations politiques avec la Communauté européenne. La réunion du Conseil européen, à Dublin en juin 1990, a constitué une étape marquante dans le processus d'adoption de la Déclaration sur les relations CE - Canada de novembre 1990.

L'ex-vice-premier ministre (Tánaiste) irlandais et ministre des Affaires étrangères, M. Brian Lenihan, est venu à Ottawa et a rencontré le Premier ministre Mulroney en mars 1989. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu en Irlande en mai 1990 et en février 1991 tenir des consultations sur les relations entre le Canada et la CE et sur la crise du golfe Persique. De plus, le chef d'état-major des Forces de défense irlandaises, le général Tadhg O'Neills, est venu au Canada en tant qu'invité des Forces armées canadiennes en juin 1989.

Cette visite est la première visite d'un premier ministre canadien en Irlande depuis 1975.

Avec un marché intérieur de seulement 3,5 millions de population, l'Irlande a adopté une politique favorable aux investissements étrangers. Elle s'accompagne d'avantages fiscaux intéressants et de généreuses subventions gouvernementales.

Quarante-deux entreprises canadiennes ont des filiales en Irlande qui emploient près de 3 000 personnes et constituent un tiers des exportations canadiennes à destination de l'Irlande sous forme d'opérations intersociétés.

Les investissements canadiens directs en Irlande se sont chiffrés à plus de 1,6 milliard \$ en 1990. Ils sont particulièrement visibles dans le secteur manufacturier où Northern Telecom, Alcan, Cleyn and Tinker, Westinghouse Canada possèdent et dirigent des usines, et dans le secteur des services, comme Canada-Life, Sun Life et la Banque de Nouvelle-Écosse. Les investissements irlandais directs au Canada atteignent 421 millions \$.

En 1990, les échanges commerciaux entre les deux pays totalisaient 382 millions \$. Les exportations canadiennes étaient de 125 millions \$ et les importations de 257 millions \$. Les principales exportations canadiennes comportaient de l'équipement téléphonique, des ordinateurs et des pièces de rechange, du bois résineux, de la pâte de bois, du papier journal et du tabac. La vente d'avions à une compagnie irlandaise, qui ne figure pas dans le bilan du commerce bilatéral, atteindra les \$90 millions \$ par année d'ici 1996.

## La politique étrangère de l'Irlande

La politique étrangère irlandaise, outre la question de l'Irlande du Nord, porte principalement sur la Communauté européenne (CE) et les Nations Unies. Les gouvernements irlandais successifs se sont fermement engagés envers la Communauté économique européenne, l'ONU et d'autres organismes multilatéraux, ce qui a permis à l'Irlande de jouer un rôle sans rapport avec sa taille et son influence.

En tant qu'un des plus petits pays membres de la CE et de seul pays de cet organisme à ne pas faire partie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Irlande se fait habituellement discrète au sein de la CE lorsque des questions de politique sont débattues. Elle est particulièrement sensible à toute proposition visant à favoriser l'adoption d'une politique commune en matière de défense.

Les Irlandais soutiennent que leur neutralité leur permet de jouer un rôle modeste, mais constructif, sans nuire aux accords de défense de l'Europe de l'Ouest. Le soutien marqué de l'Irlande à l'ONU a amené ce pays à participer, tout comme le Canada, à pratiquement toutes les opérations de maintien de la paix en cours, notamment au sein de la force intérimaire des Nations Unies au Liban et de la force intérimaire des Nations Unies à Chypre.

L'Irlande a occupé la présidence de la CE pendant six mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1990.

## La situation politique de l'Irlande

Le premier ministre Charles Haughey a repris le pouvoir en mars 1987, évinçant ainsi le gouvernement de coalition de M. Garret Fitzgerald. Le parti de M. Haughey, le Fianna Fail (Guerriers de la destinée, conservateur), a obtenu 81 des 166 sièges du Parlement, à trois sièges d'une majorité absolue.

Après les élections, les démocrates progressistes (un groupe dissident du Fianna Fail) se sont engagés à collaborer avec le gouvernement minoritaire de M. Haughey à condition que ce dernier adopte une stratégie économique de réduction des dépenses publiques et qu'il accepte la mise en oeuvre intégrale de l'Accord anglo-irlandais sur l'Irlande du Nord. Le Premier ministre Haughey a rempli ces deux conditions, en dépit du fait qu'il s'était engagé, avant la campagne électorale, à renégocier l'Accord.

Après avoir gouverné pendant deux ans, M. Haughey a déclenché une élection éclair qui coïncidait avec les élections du Parlement européen, le 15 juin 1989. Alors qu'il espérait obtenir la majorité, son parti a été reporté au pouvoir avec encore moins de sièges, soit 77. Après de longues négociations, M. Haughey a été confirmé dans le poste de Premier ministre, chef d'un gouvernement de coalition avec les démocrates progressistes.

Bien que le Fine Gael (Tribu d'Irlande), principal parti d'opposition (légèrement plus à gauche que le Fianna Fail) ait amélioré sa position à l'élection de 1989, sa demande de partager la direction d'un gouvernement de coalition a été rejetée.

La scène politique irlandaise a connu d'importants changements lors des élections présidentielles de novembre 1990. La nouvelle présidente, M<sup>me</sup> Mary Robinson, candidate des partis travaillistes a, pendant sa carrière en droit et en politique, toujours préconisé des changements sociaux dans plusieurs domaines. Son élection témoigne du désir de la population irlandaise de voir des changements.

Le gouvernement jouit présentement d'une bonne cote dans les sondages d'opinion publique, mais avec une majorité aussi mince, la situation parlementaire est plutôt incertaine.

## La situation économique de l'Irlande

Lorsque M. Charles Haughey a pris le pouvoir en mars 1987, l'Irlande traversait une crise économique; elle avait une grosse dette nationale et de gros emprunts sous forme d'obligations du Trésor. Le taux d'inflation de 5 % et le taux de chômage de près de 20 % étaient supérieurs à la moyenne de la CE.

Le gouvernement a adopté des politiques fiscales et monétaires conservatrices dans le but de réduire la dette, de créer des emplois et de procéder à la restructuration du secteur industriel. La dette, en tant que pourcentage de la production nationale a diminué, passant de 131 % en 1987 à 110 % en 1989. L'inflation a été ramenée à moins de 4 % et le chômage est tombé à 16 %.

L'économie irlandaise a toutefois connu un ralentissement en 1990, la croissance réelle du PIB passant de 4,2 % à 3,6 %, alors que les prix à la consommation augmentaient légèrement de 3,3 % à 4 %. Par ailleurs, la dette en tant que pourcentage de la production nationale a remonté à 118 % et le taux de chômage à 17,2 %.

Les conditions du commerce se sont détériorées sensiblement, la livre irlandaise (£IR) connaissant une appréciation de plus de 25 % par rapport au dollar US. Il en est résulté un accroissement des achats de machines et d'équipement importés et un ralentissement de la croissance de la production industrielle, qui est passée de 12,8 % en 1989 à 6,5 % en 1990.

L'Irlande a un taux de croissance démographique parmi les plus élevés d'Europe occidentale et sa population est l'une des plus jeunes, ce qui fait que la création d'emplois est pour le gouvernement le plus grand défi à relever.

L'Irlande a grandement bénéficié de sa présence au sein de la CE et continuera de plus en plus, à mesure que le marché unique deviendra réalité et que l'union économique et politique progressera. En raison de l'importance relative de son secteur agricole, l'Irlande bénéficie proportionnellement plus que tout autre État membre de la CE de la politique agricole commune de la Communauté. Dans l'ensemble, elle obtient 4,4 % de son PIB de paiements de transferts de Bruxelles, pourcentage le plus élevé des 12 pays formant la CE.

De 1973 à 1988, l'Irlande a reçu de la CE des entrées nettes de fonds de 7,1 milliards £IR; elle touchera encore 2,86 milliards £IR d'ici 1993. Ces nouveaux fonds serviront à développer l'infrastructure nécessaire pour soutenir la croissance économique prévue grâce aux investissements étrangers directs actuels et futurs dans le secteur manufacturier.

La participation à la CE a donc fourni à l'Irlande les moyens financiers de réduire son chômage et de diversifier son économie afin de diminuer l'importance du secteur agricole.



## Fiche documentaire sur l'Irlande

### Données générales

Capitale	Dublin
Superficie	69 040 km <sup>2</sup>
Population	3,5 millions
Monnaie	Punt (1,00 \$ = 0,5173 £IR)
Langue	Anglais, gaélique
Fête nationale	Le 17 mars

### Politique

Nature de l'État	République
Type de gouvernement	Démocratie parlementaire
Chef de l'État	M <sup>me</sup> Mary Robinson (élue pour 7 ans en 1990)
Chef du gouvernement (Taoiseach)	M. Charles Haughey (depuis 1987)
Ministre des Affaires étrangères	M. Gerard Collins (depuis 1989)
Principaux partis politiques	Fianna Fail (Guerriers de la destinée, FF), Fine Gael (Tribu d'Irlande, FG), démocrates progressistes (PD), travaillistes (LP), ouvrier (WP)
Chambre des députés (Dail)	166 membres élus pour 5 ans par représentation proportionnelle. Sièges (scrutin de 1989) : FF = 77, FG = 55, PD = 12, autres = 22
Sénat (Seanad)	60 membres élus pour 5 ans : 11 nommés par le Taoiseach, 6 élus par les universités, 43 élus sur une base occupationnelle
Prochaines élections	Législatives et sénatoriales d'ici 1994; présidentielles prévues pour 1997

### Économie\*

Ministre de l'Industrie et du Commerce	M. Desmond O'Malley (depuis 1989)
Ministre des Finances	M. Albert Reynolds (depuis 1989)
PNB	38,54 milliards \$
PIB par habitant	11 013 \$
Taux de croissance du PIB	3,6 %
Taux de chômage	17,2 %
Taux d'inflation	3,3 %
Dette nationale totale	48,3 milliards \$, soit 118 % du PNB
Déficit budgétaire	889 millions \$, soit 1,9 % du PNB
Importations	14,65 milliards \$ dont 125 millions \$ du Canada
Exportations	16,87 milliards \$ dont 257 millions \$ au Canada

---

\* Données de 1990 à moins d'indication contraire.

Investissements directs canadiens  
en Irlande

1,6 milliard \$

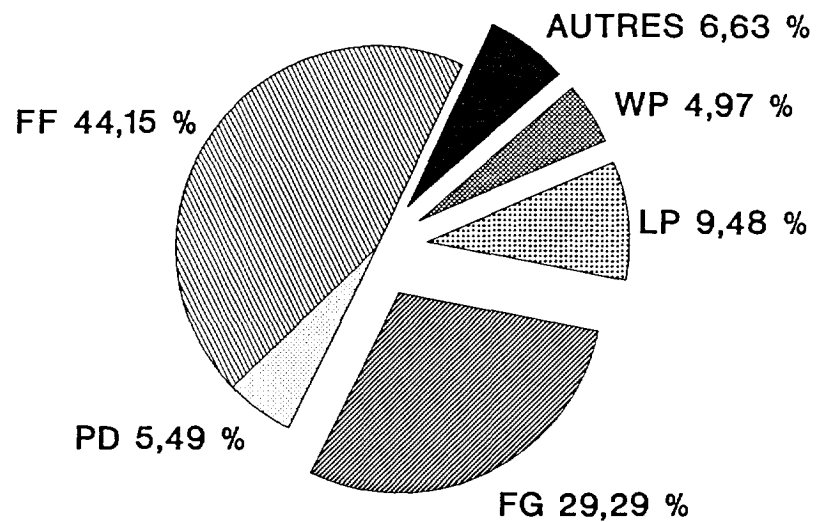
Investissements directs irlandais  
au Canada

421 millions \$ (1989)

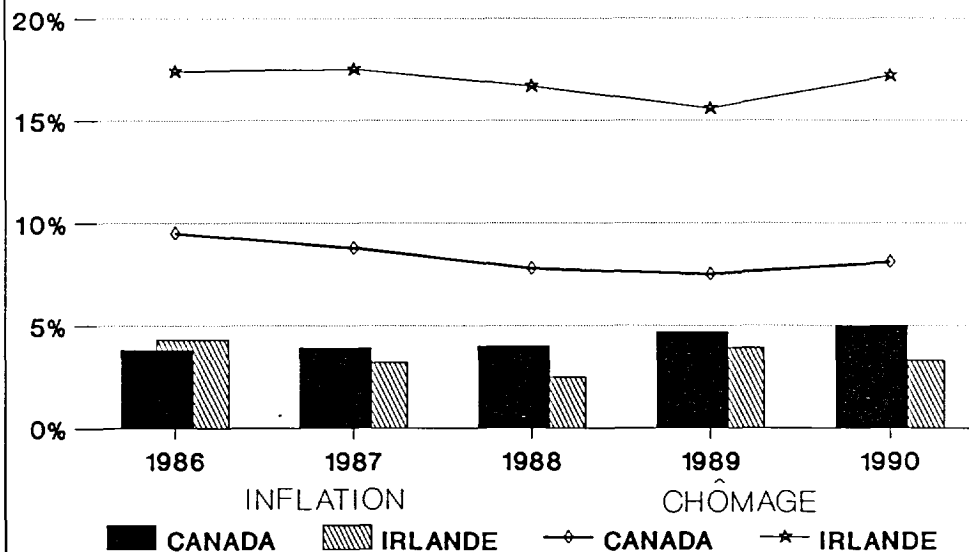
**Représentation canadienne**  
Dublin

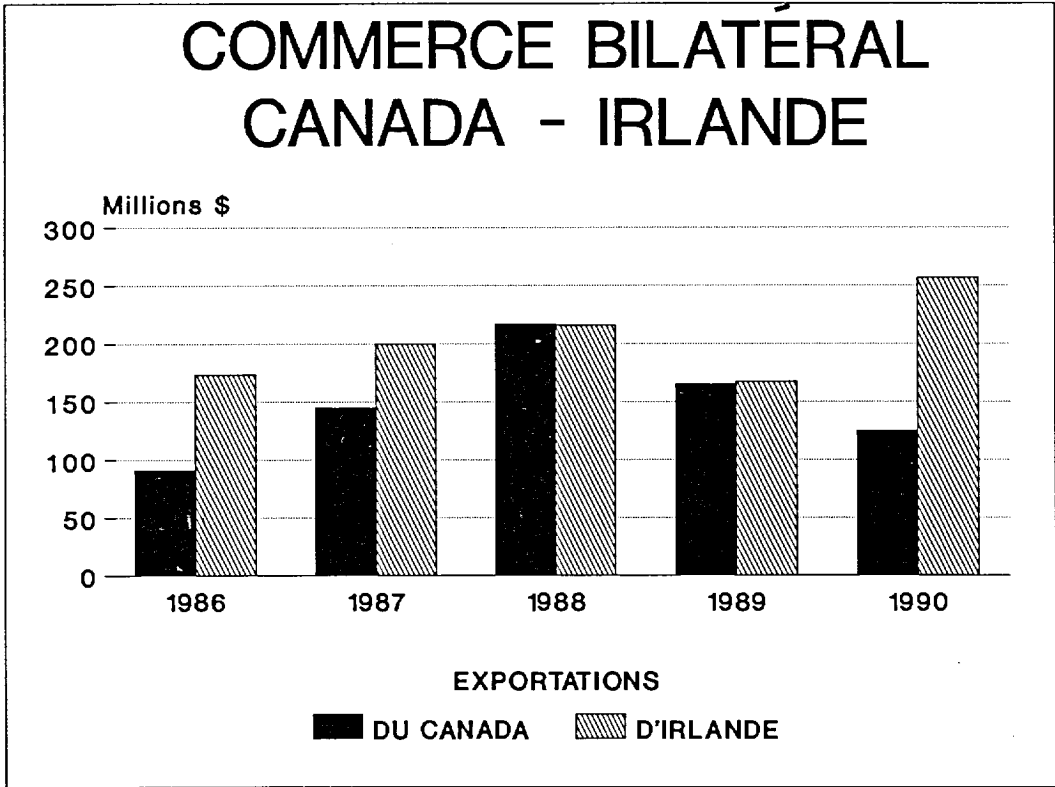
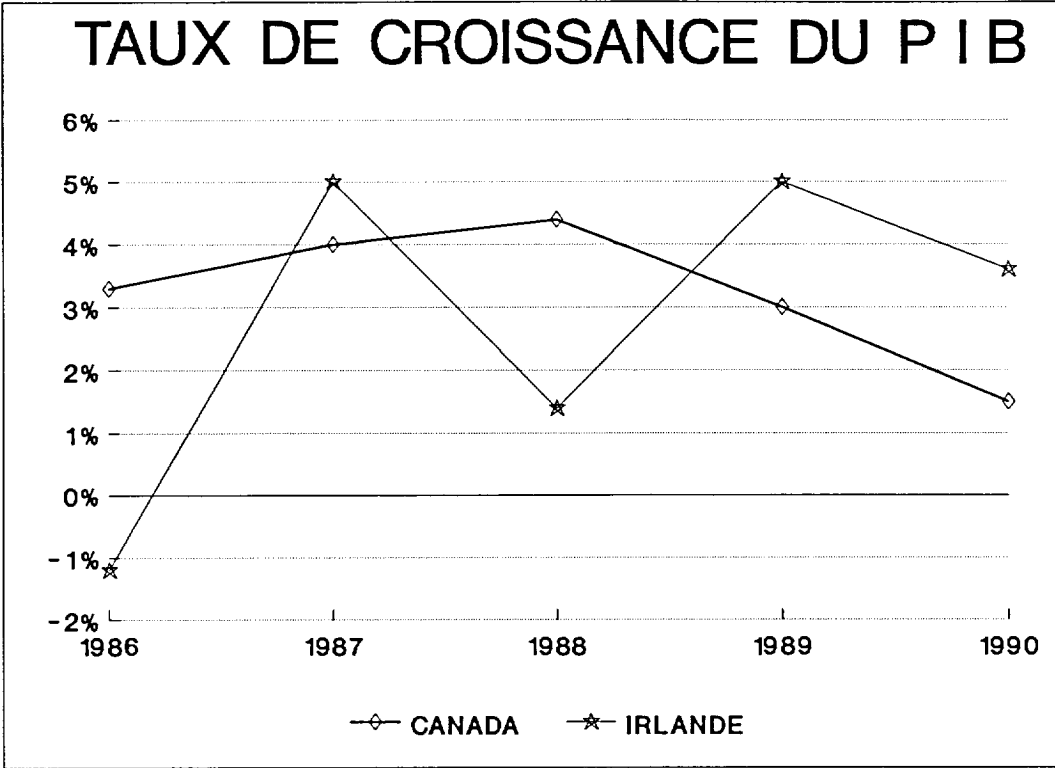
L'ambassadeur Michael A. Wadsworth

## RÉPARTITION DU VOTE SCRUTIN DE 1989

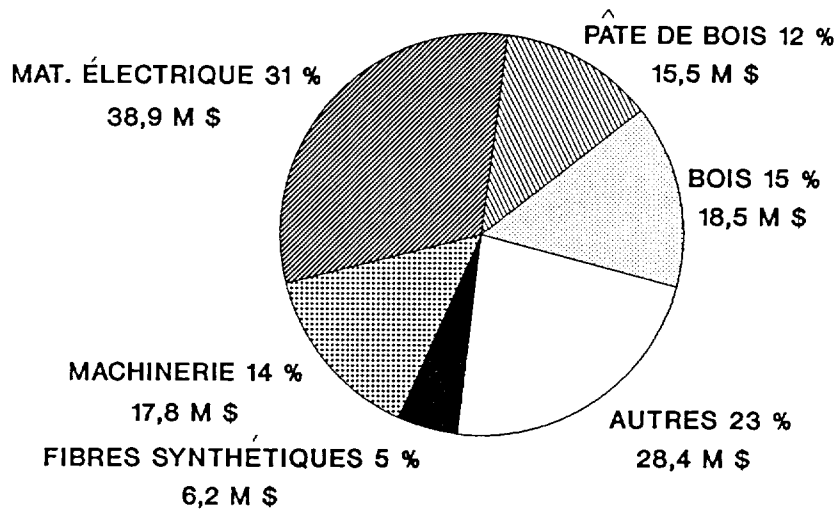


## INFLATION ET CHÔMAGE CANADA - IRLANDE

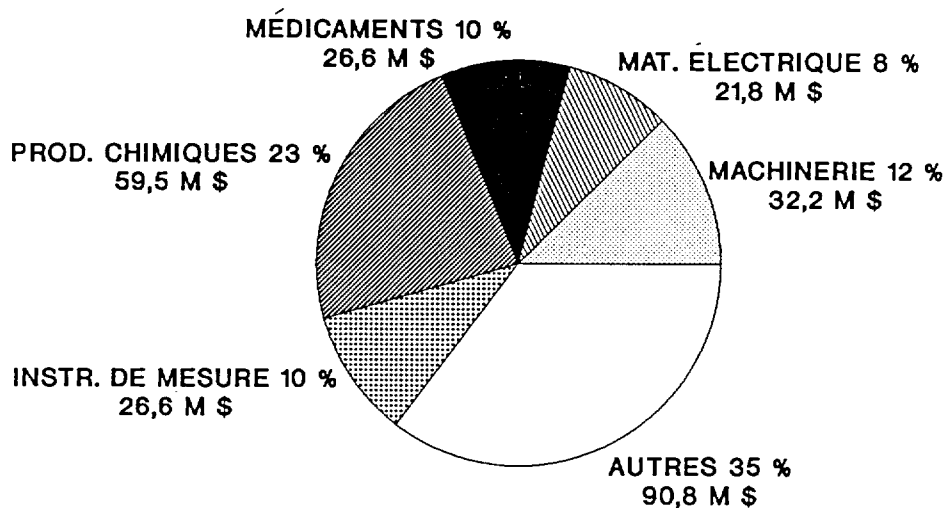




## EXPORTATIONS CANADIENNES EN IRLANDE EN 1990



## EXPORTATIONS IRLANDAISES AU CANADA EN 1990



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20073052 4

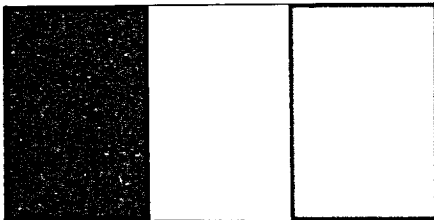
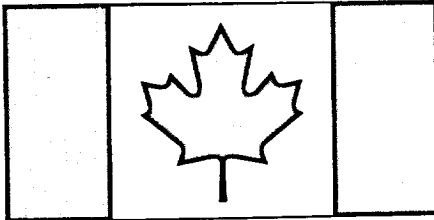
DOCS  
CA1 EA 91V33 EXF  
Visit to Ireland by Prime Minister  
Brian Mulroney : July 10-13, 1991.

--

43260428

doc  
CA1  
EA  
91V33  
EXF

.b2389241(E)  
.b2389253(F)



## **Visit to Ireland**

by

**Prime Minister  
Brian Mulroney**

**July 10-13, 1991**

**Briefing Book**

43-260-428

# Visit to Ireland

by

## Prime Minister Brian Mulroney

July 10-13, 1991

NON - CIRCULATING /  
CONSULTER SUR PLACE

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

OCT 8 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE





External Affairs and  
International Trade Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

*Printed on  
recycled paper*



*Imprimé sur du  
papier recyclé*

## Contents

Prime Minister (Taoiseach) Charles Haughey	1
Minister for Foreign Affairs Gerard Collins	3
Prime Minister Brian Mulroney	5
Secretary of State for External Affairs Barbara McDougall	7
Canada-Ireland Bilateral Relations	9
Irish Foreign Policy	10
Irish Political Situation	11
Irish Economy	12
Ireland Fact Sheet	13
Graphs	15

**Prime Minister (Taoiseach)  
Charles Haughey**

Born in Castlebar, County Mayo, Ireland on Sept. 16, 1925, Charles Haughey studied commerce and law at University College, Dublin and King's Inns, Dublin.

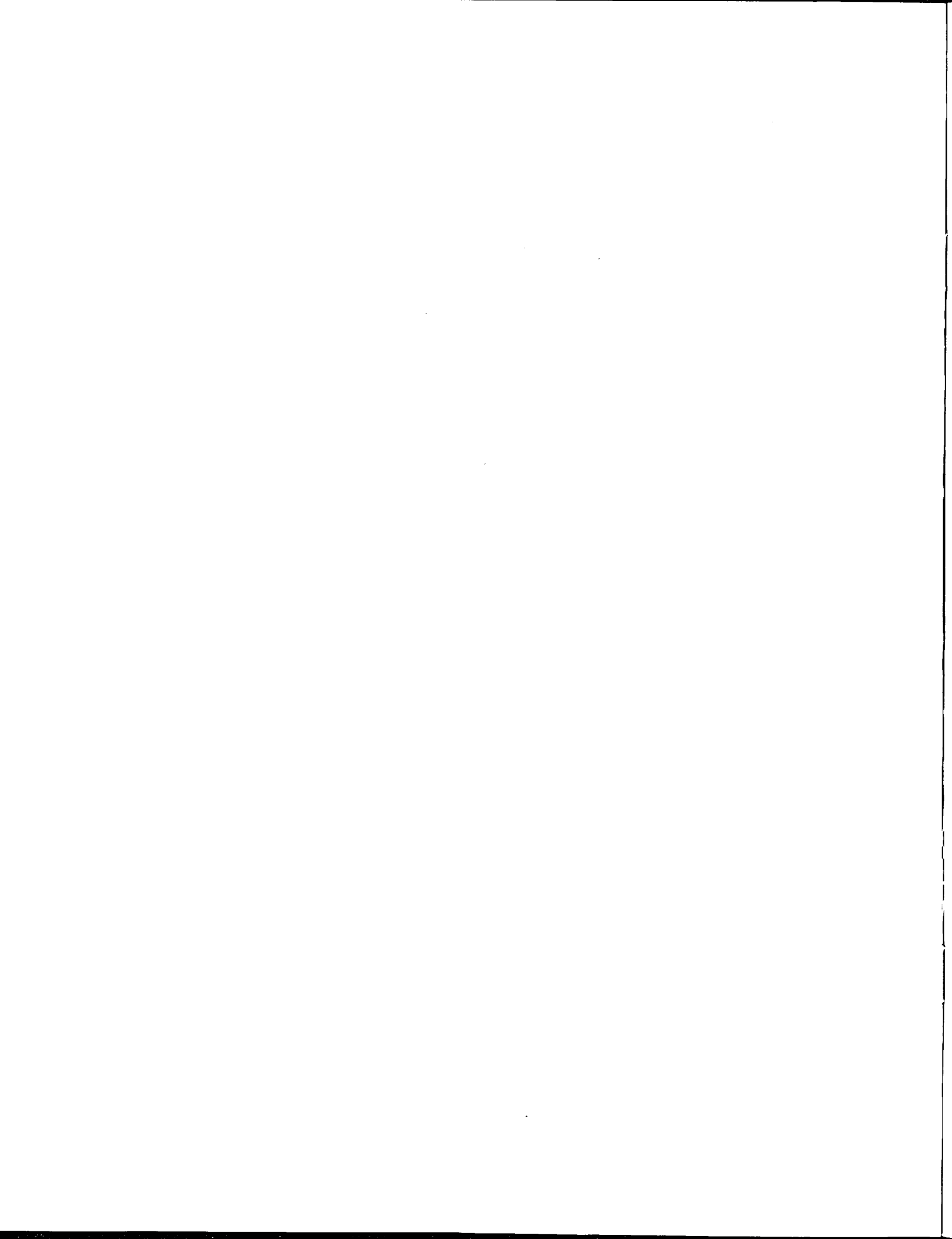
From 1947 to 1957 Mr. Haughey was a commissioned officer in An Foras Cosanta Aitiuil. He was a member of Dublin Corporation from 1953 to 1955.

Mr. Haughey was elected to parliament (Dail Eireann) in 1957, representing the Fianna Fail party. From 1960-61 he was parliamentary secretary to the minister for justice, and was minister for justice from 1961-64. He has also served as minister for agriculture (1964-66), minister for finance (1966-70), and minister for health and minister for social welfare (1977-79).

Elected prime minister (Taoiseach) in 1979, Mr. Haughey served until June 1981. He was subsequently reelected in 1982 (March-December) and in March 1987.

Mr. Haughey is married and has three sons and one daughter.





Minister for Foreign Affairs  
Gerard Collins

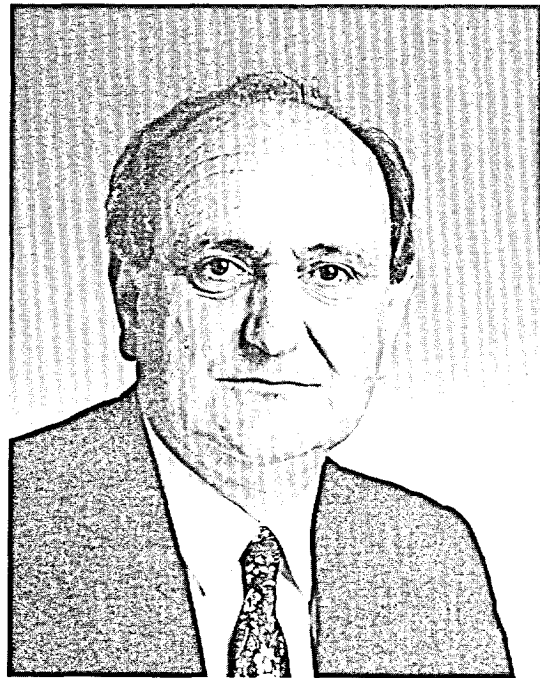
Born in Abbeyfeale, County Limerick, Ireland in October 1938, Gerard Collins received a bachelor of arts degree from University College, Dublin.

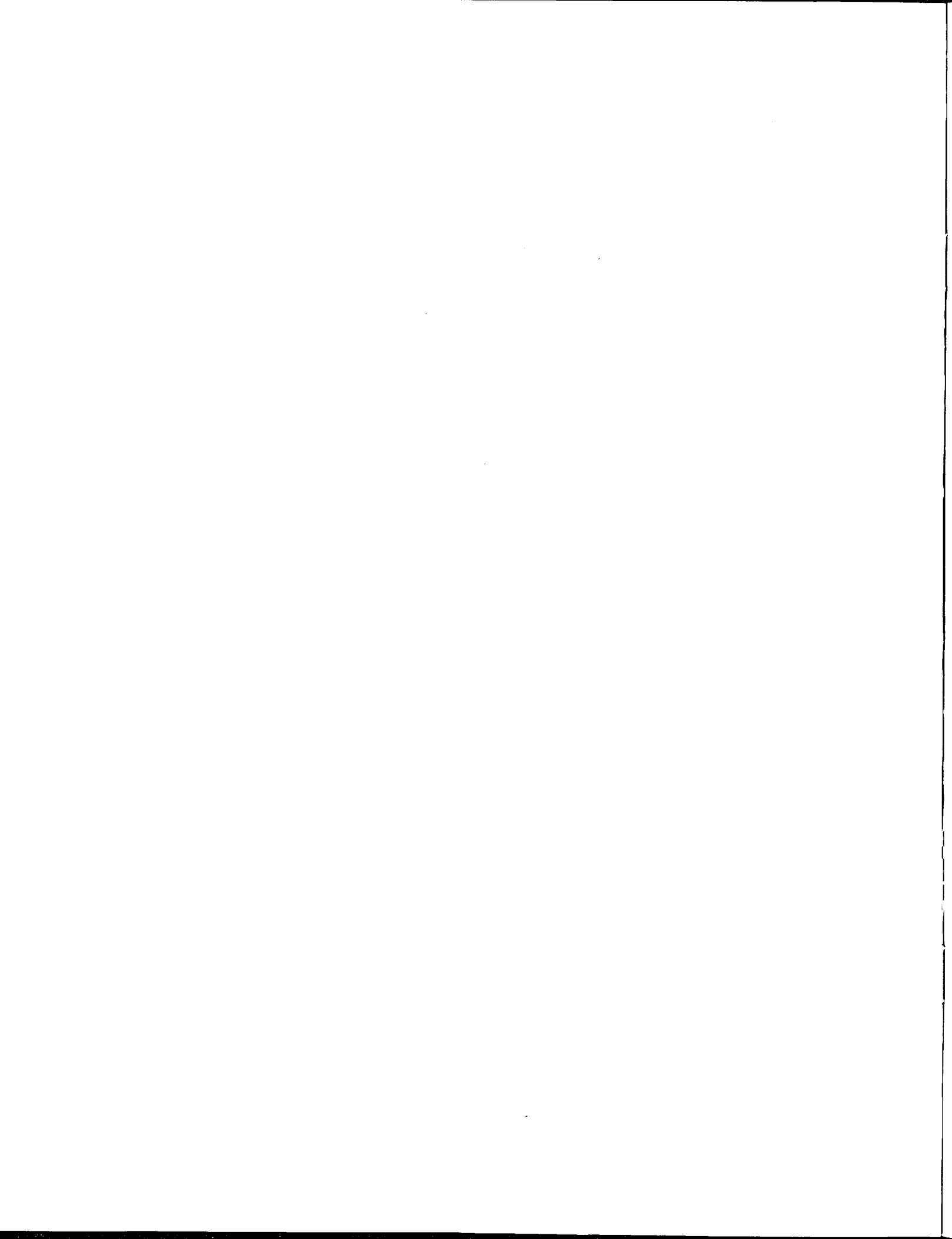
Mr. Collins was elected to parliament in 1967. In 1969 he was appointed junior minister for industry and commerce and the Gaeltacht (Irish-speaking regions). He was appointed minister of telecommunications in 1970.

In 1977 Mr. Collins was named minister for justice with responsibility for home affairs, immigration and law and order. He served as minister for foreign affairs in 1982 (March-December), minister for justice (1987-89) and, since June 1989, has been minister for foreign affairs.

Between January and July 1990, Mr. Collins acted as president of the Council of Foreign Ministers of the European Community.

Mr. Collins is married to Hilary Tattan.





## Prime Minister Brian Mulroney

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on Aug. 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on Nov. 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

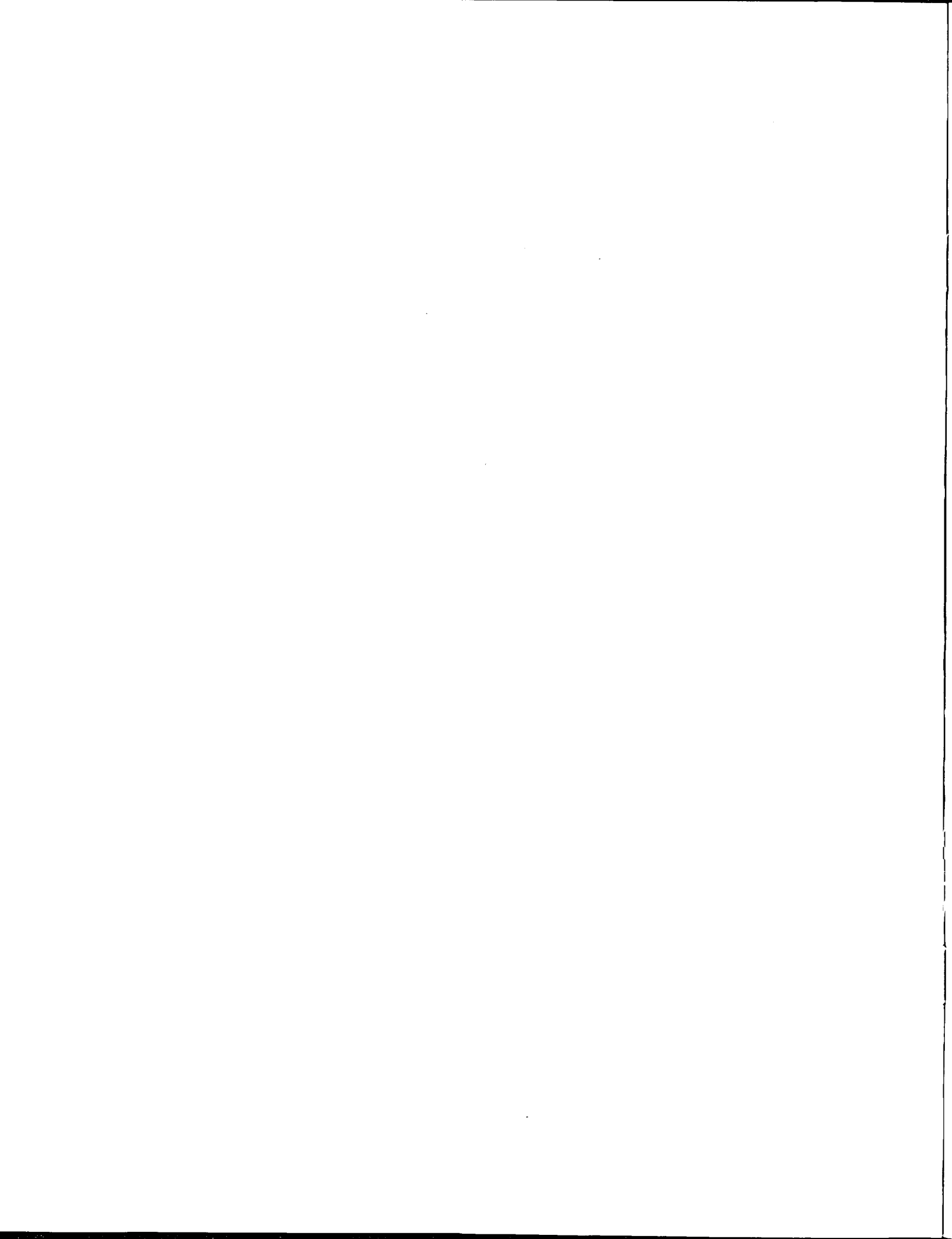
Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.





Secretary of State  
for External Affairs  
Barbara McDougall

Born in Toronto on Nov. 12, 1937, Barbara McDougall studied political science and economics at the University of Toronto, where she obtained a bachelor of arts (honours) degree in 1960. She became a chartered financial analyst in 1973.

Mrs. McDougall began her career as an economic analyst in banking. She has also worked as a market research analyst and as a business journalist on national magazines and in television.

For 10 years, Mrs. McDougall was an investment analyst specializing in forest products. From 1976 to 1981, she was vice-president of a securities firm. From 1982 until entering federal politics in 1984, Mrs. McDougall was executive director of the Canadian Council of Financial Analysts.

Mrs. McDougall was first elected to Parliament in September 1984 in the Toronto riding of St. Paul's. She was reelected in the same riding in November 1988.

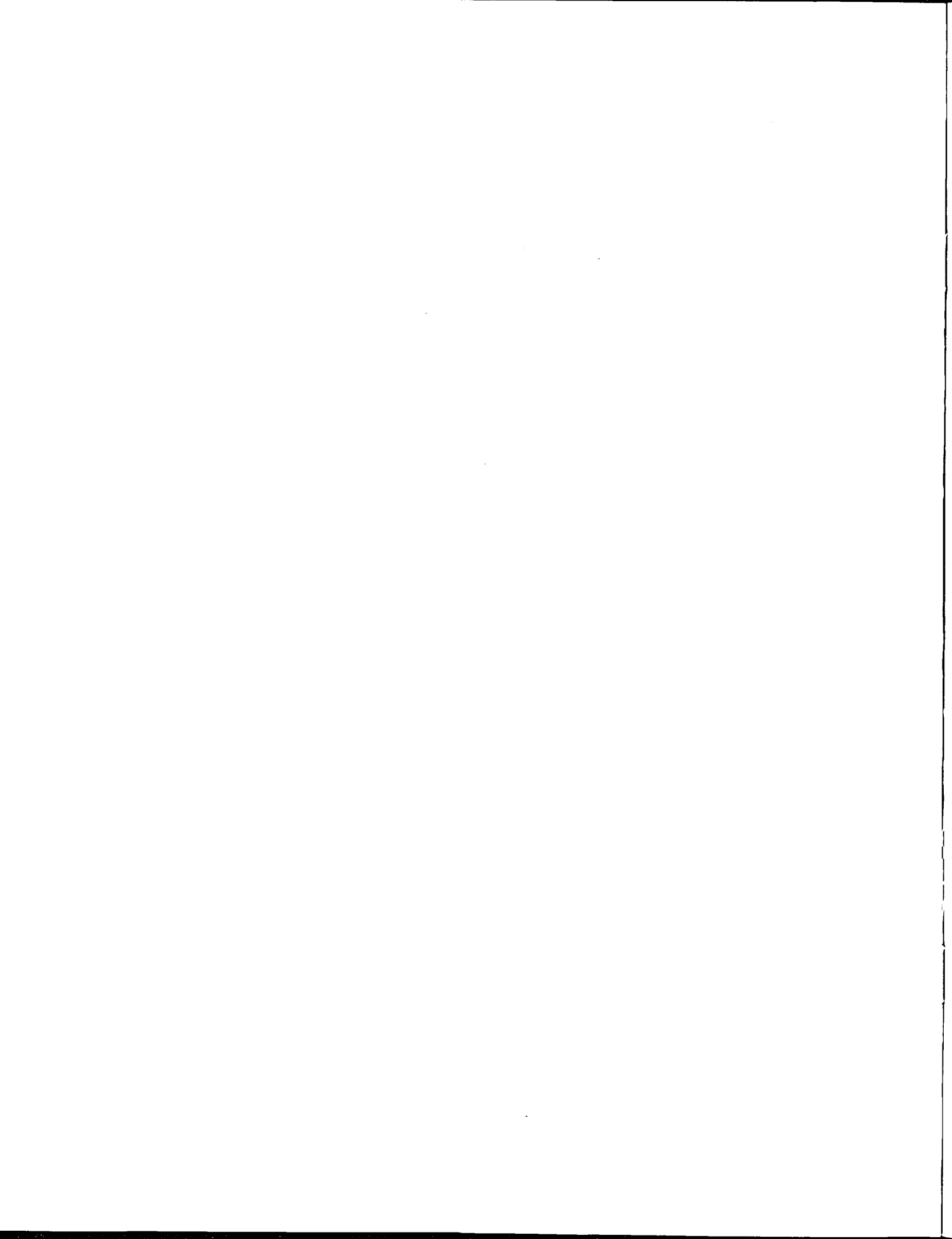
In September 1984, Mrs. McDougall was appointed minister of state (finance). Between 1986 and 1988, she held three cabinet posts at the same time: minister of state (privatization), minister responsible for the status of women, and minister responsible for regulatory affairs.

Mrs. McDougall was minister of employment and immigration from March 1988 until her appointment in April 1991 as secretary of state for external affairs.



She chairs the Cabinet Committee on Foreign Affairs and Defence Policy. She is a member of the Planning and Priorities Committee of Cabinet and the Cabinet Committee on Canadian Unity and Constitutional Negotiations.

As a volunteer, Mrs. McDougall chaired the Salvation Army Red Shield Appeal in Toronto. She has also been a director of organizations providing life skills training and serving senior citizens, and was vice-chair of the Elizabeth Fry Society of British Columbia.



## Canada-Ireland Bilateral Relations

Relations between Ireland and Canada are close and friendly, due in large part to Irish immigration to Canada. During the 19th century, the Irish were the largest single group of settlers from Europe after the French. Cultural ties remain strong between Ireland and all parts of Canada.

As a member of the European Community (EC), Ireland is significant in Canada's foreign policy and a respected neutral state whose views are close to those of Canada on most international issues. Both countries share a common experience in peacekeeping under the United Nations flag.

Canada has contributed to the International Fund for Ireland, set up under the Anglo-Irish agreement concerning Northern Ireland. Ireland is an important partner in the development of Canada's relations with the EC. The European Council meeting in Dublin in June 1990 was a significant milestone on the road to the adoption of the Declaration on EC-Canada Relations in November 1990.

The then deputy prime minister (Tánaiste) and foreign minister, Brian Lenihan, visited Ottawa and met with Prime Minister Mulroney in March 1989. The secretary of state for external affairs visited Ireland in May 1990 and February 1991 for consultations on Canada-EC relations and the Persian Gulf crisis, respectively. And the chief of staff of the Irish defence force, General Tadgh O'Neills, visited Canada as a guest of the Canadian Armed Forces in June 1989.

This is the first visit to Ireland by a Canadian prime minister since 1975.

With a domestic market of only 3.5 million people, Ireland has an established policy of stimulating and welcoming foreign investment. This policy is facilitated through favourable tax structures and generous government aid.

Forty-two Canadian companies have subsidiaries in Ireland that employ approximately 3,000 people and, on an intercorporate basis, take up to one third of Canadian exports to Ireland.

Canadian direct investment in Ireland amounted to more than \$1.6 billion in 1990. This investment is particularly evident in the manufacturing sector, with plants owned and operated by Northern Telecom, Alcan, Cleyn and Tinker, Canadian Westinghouse and, in the service sector, by the presence of Canada Life, Sun Life and the Bank of Nova Scotia. The value of Irish direct investment in Canada is \$421 million.

In 1990, trade between the two countries totalled \$382 million. Canadian exports totalled \$125 million and Canadian imports \$257 million. The main Canadian exports were telephone equipment, computers and parts, softwood lumber, wood pulp, newsprint and tobacco. Although not reflected in bilateral trade, aircraft sales to an Irish aviation leasing firm will average about \$90 million annually until 1996.

## Irish Foreign Policy

Apart from Northern Ireland, Irish foreign policy is concentrated in the European Community (EC) and the United Nations (UN). Successive Irish governments have been firmly committed to the European Economic Community, the UN and other multilateral bodies which permit the country to play a role disproportionate to its actual size and influence.

As one of the smallest EC members and as the only non-participant in the North Atlantic Treaty Organization (NATO), Ireland generally maintains a low profile within the community on political questions. It is particularly sensitive to any proposal that might encourage the adoption of a common defence policy.

The Irish maintain that their position enables them to play a modest, but constructive, neutral role, without seriously affecting Western European defence arrangements. Strong Irish support for the UN has led to Ireland's current participation, like Canada's, in virtually every UN peacekeeping operation, notably in Lebanon as a member of the United Nations Interim Force in Lebanon, and in Cyprus as part of the United Nations Interim Force in Cyprus.

The Irish filled the presidency of the EC for the six-month period from January 1 to June 30, 1990.

## Irish Political Situation

Prime Minister Charles Haughey was returned to power in March 1987, ousting the coalition government of Garret Fitzgerald. Haughey's party, Fianna Fail (Soldiers of Destiny, conservative), gained 81 of the 166 parliamentary seats, three short of a majority.

Following the election, the Progressive Democrats (a splinter group from the Fianna Fail) promised to co-operate with Haughey's minority government if it followed an economic strategy of cutting public expenditures and implemented fully the Anglo-Irish agreement concerning Northern Ireland. Prime Minister Haughey did both, despite a pre-election pledge to renegotiate the latter.

After some two years of governing, Haughey called a snap election to coincide with elections for the European Parliament, on June 15, 1989. Although he had hoped to gain a majority, his governing party was returned with a reduced minority of 77 seats. Although the main opposition party, the Fine Gael (Tribe of Ireland, slightly left of Fianna Fail), had improved its position in the election, its demand to share the leadership of any coalition government was rejected.

After lengthy negotiations, Mr. Haughey was confirmed as prime minister of a coalition government with the Progressive Democrats.

Irish politics underwent an important change during the presidential election in November 1990. The new president, Mary Robinson, the candidate of the leftist Labour and Workers' parties, has spent her career in law and politics advocating social change in many sensitive fields. Her election was seen as an expression of a desire for change among the Irish population.

Although the government currently enjoys a high rating in public opinion polls, its razor-thin majority makes for an uncertain parliamentary situation.

## Irish Economy

When Charles Haughey came to office in March 1987, Ireland was in an economic slump, with a large national debt and heavy exchequer borrowing. The 5% inflation rate and an unemployment rate of almost 20% were above the European Community (EC) average.

The government responded with conservative fiscal and monetary policies aimed at debt reduction, job creation and industrial restructuring. The debt was reduced as a percentage of national output from 131% in 1987 to 110% in 1989. Inflation was brought to under 4%, and unemployment dropped to 16%.

However, in 1990 the Irish economy slowed, with growth in gross domestic production (GDP) dropping from 4.2% to 3.6%, and consumer prices rising marginally from 3.3% to 4%. As well, the debt as a percentage of national output rose to 118%, as did unemployment to 17.2%. The terms of trade deteriorated significantly as the Irish pound (£) appreciated more than 25% against the U.S. dollar. This resulted in increased purchases of imported machinery and equipment, while growth in industrial production slowed from 12.8% in 1989 to 6.5% in 1990.

With one of the highest population growth rates and one of the youngest populaces in Western Europe, job creation remains the single greatest challenge to the government.

Ireland has been a major beneficiary of membership in the EC, and will continue to profit as the single market program is completed and economic and political union proceeds. Because of its relatively large agricultural sector, Ireland receives proportionally more from the EC Common Agricultural Policy than any other member state. Overall, it derives 4.4% of its GDP from transfer payments from Brussels, the highest of any of the 12 countries comprising the EC.

From 1973 to 1988, Ireland received a net inflow of £ 7.1 billion in EC funding, and will receive an additional £ 2.86 billion by 1993. Such new funding will be used to enlarge the infrastructure needed to sustain anticipated economic growth resulting from current and future foreign direct investment in the manufacturing sector.

EC membership thus provides Ireland with the financial means by which it can reduce unemployment and diversify its economy in order to reduce the relative importance of its agricultural sector.

## Ireland Fact Sheet

### Basic data

Capital	Dublin
Total area	69,040 km <sup>2</sup>
Population	3.5 million
Currency	Punt (\$1 = 0.5173 I£)
Language	English, Gaelic
National holiday	March 17

### Political data

Type of state	Republic
Type of government	Parliamentary democracy
Head of state	Mary Robinson (elected in 1990 for seven years)
Head of government (Taoiseach)	Charles Haughey (since 1987)
Minister for foreign affairs	Gerard Collins (since 1989)
Main political parties	Fianna Fail (Soldiers of Destiny, FF), Fine Gael (Tribe of Ireland, FG), Progressive Democrats (PD), Labour Party (LP), Workers' Party (WP)
Chamber of deputies (Dail)	166 members elected for five years by proportional representation. Seats following ballot of 1989: FF=77, FG=55, PD=12, others=22
Senate (Seanad)	60 members elected for five years: 11 appointed by Taoiseach, 6 elected by universities, 43 elected on vocational basis
Next elections	Legislative and senatorial must be held by 1994. Presidential elections to be held in 1997

### Economic data\*

Minister of industry and trade	Desmond O'Malley (since 1989)
Minister of finance	Albert Reynolds (since 1989)
GNP	\$38.54 billion
GDP per capita	\$11,013
GDP growth rate	3.6%
Unemployment rate	17.2%
Inflation rate	3.3%
Total national debt	\$48.3 billion or 118% of GNP
Budget deficit	\$889 million, 1.9% of GNP
Imports	\$14.65 billion of which \$125 million is imported from Canada
Exports	\$16.87 billion of which \$257 million is exported to Canada

---

\* 1990 figures unless otherwise specified.

Canadian direct investment  
Irish direct investment

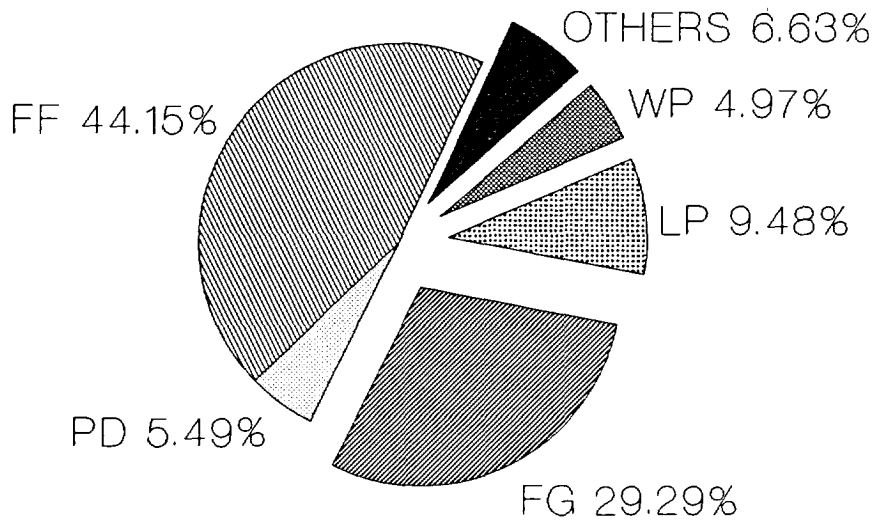
\$1.6 billion in Ireland  
\$421 million (1989) in Canada

Canadian representation  
Dublin

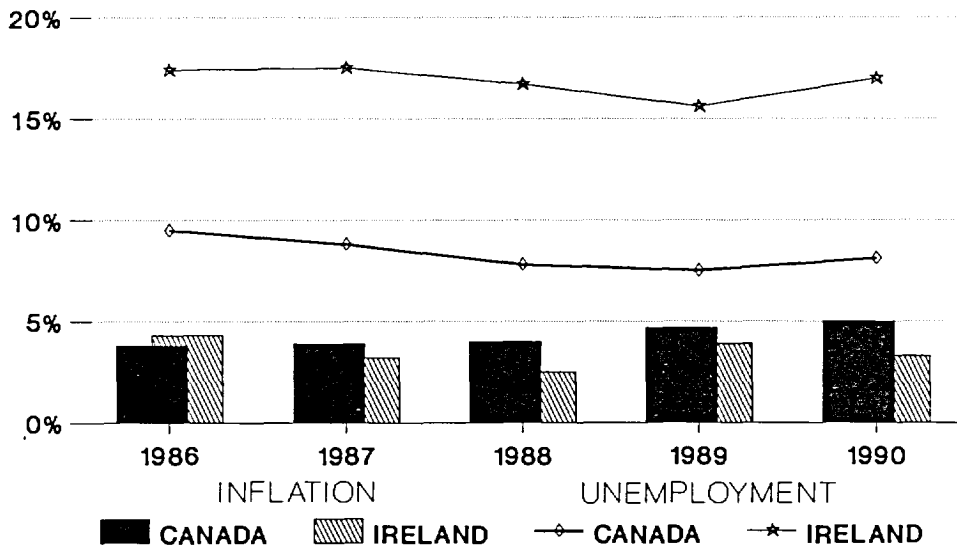
Ambassador Michael Wadsworth

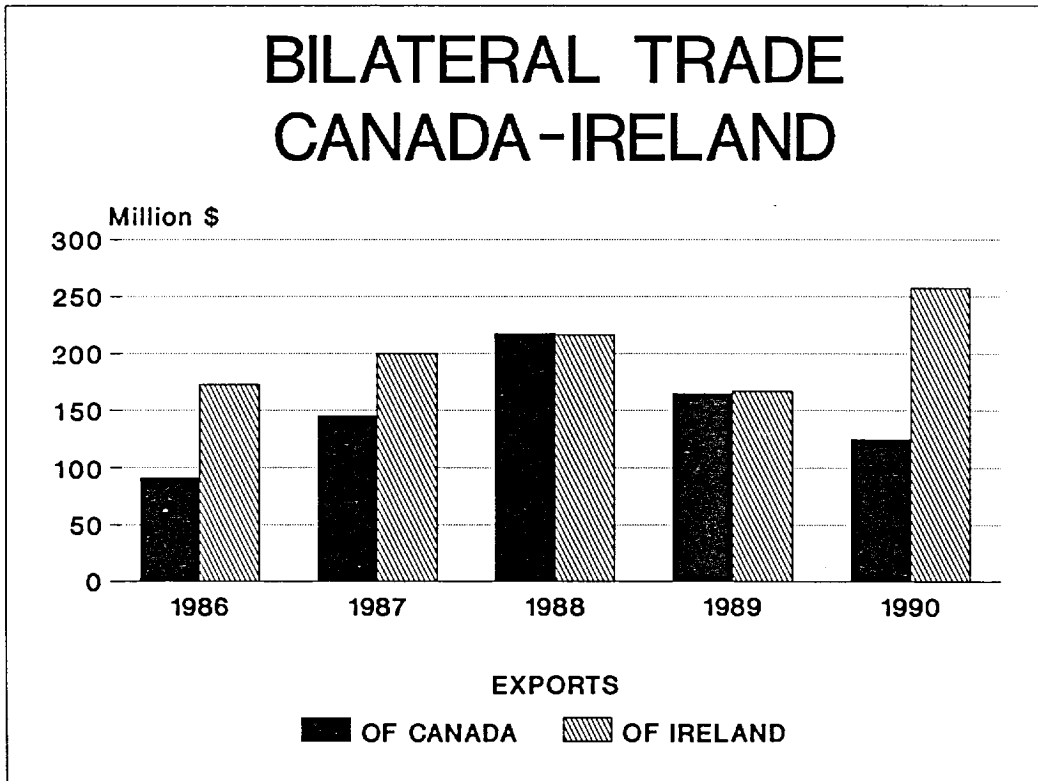


## VOTE SHARE BALLOT OF 1989

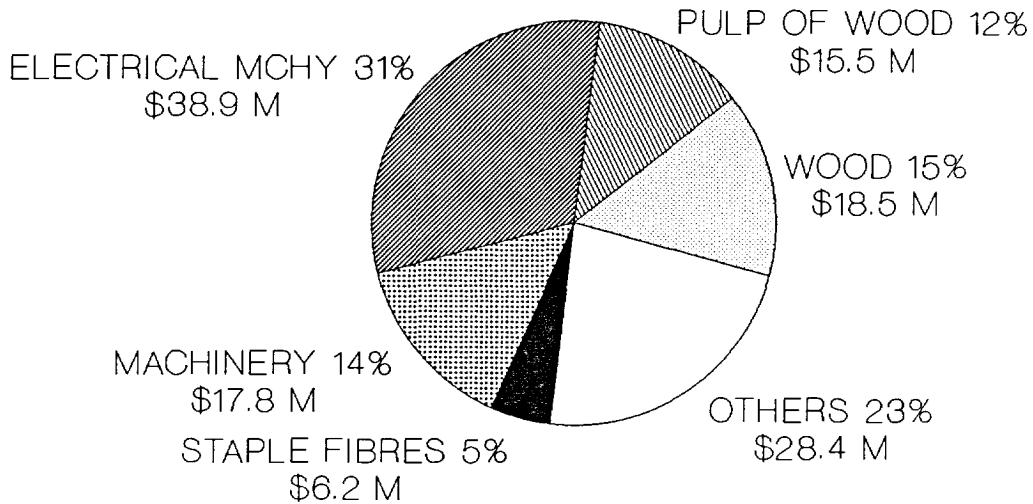


## INFLATION & UNEMPLOYMENT CANADA-IRELAND





## CANADIAN EXPORTS TO IRELAND IN 1990



## IRISH EXPORTS TO CANADA IN 1990

